

PRATIQUES EDUCATIVES : FREINS A LA CONCURRENCE ET A L'EXCELLENCE. UNE ANALYSE SYSTEMIQUE DU MODELE TOGOLAIS

Sohou ALEZA

Université de Lomé

Mail : sohoualeza@yahoo.fr

Résumé

Comment expliquer la faiblesse de la concurrence et de l'excellence éducative dans les établissements scolaires et universitaires au Togo ? Pourquoi le rayonnement des institutions scolaires et universitaires du pays est-il devenu pâle avec des conséquences désastreuses sur les élèves et étudiants ? À travers une démarche combinant méthodes quantitative et qualitative, l'étude apporte des réponses à la double problématique éducative. Par enquête menée auprès de 346 participants, notamment des élèves, des étudiants, des enseignants de tous les niveaux, des administrateurs de l'éducation et des parents, la prospection a établi l'inventaire des obstacles multidimensionnels opposés au développement du capital de concurrence et d'excellence dans le système éducatif togolais. Il s'agit de la carence d'un programme officiel de promotion de la concurrence et de l'excellence scolaire puis universitaire ; la déficience des pratiques pédagogiques promouvant l'émulation dans les processus d'apprentissage des élèves et étudiants ; les pratiques de corruption en généralisation dans le système éducatif ; les conditions d'apprentissage critiques et la faible employabilité des diplômés. L'addition de ces phénomènes culturels constitue des facteurs majeurs freinant dans le pays la concurrence et l'excellence éducative, malheureusement aujourd'hui en privatisation avancée aux agents éducatifs nantis. Pourtant les valeurs de compétition et de performance éducative demeurent extrêmement propices à la reproduction d'un brillant capital humain indispensable à l'œuvre de l'économie du développement local.

Mots-clés : *Pratiques éducatives, concurrence éducative, excellence académique, développement, Togo.*

Abstract

How can we explain the weakness of competition and educational excellence in schools and universities in Togo ? Why has the influence of the country's educational institutions diminished, with disastrous consequences for students? Through a combined quantitative and qualitative approach, this study provides answers to this dual educational problem. A survey of 346 participants, including students, teachers at all levels, education administrators, and parents, identified the multidimensional obstacles hindering the development of competitiveness and excellence within the Togolese education system. These obstacles include the lack of an official program to promote competition and excellence in schools and universities; deficiencies in teaching practices that foster healthy competition in student learning; widespread corruption within the education system; critical learning conditions; and the low employability of graduates. The combination of these cultural phenomena constitutes a major obstacle to competition and educational excellence in the country, which is unfortunately now largely privatized and controlled by wealthy educational institutions. Yet, the values of competition and educational performance remain extremely conducive to the development of a brilliant human capital essential to the functioning of the local economy and economic growth.

Keywords: Educational practices, educational competition, academic excellence, development, Togo.

Introduction

La concurrence et l'excellence scolaire puis universitaire, même si elles ne captent pas directement l'attention de tous les partenaires des systèmes éducatifs nationaux en Afrique, elles n'en demeurent pas moins des conditions de rayonnement des institutions éducatives en lien avec le vaste programme d'émergence économique des Etats du continent. En effet, la mondialisation de l'éducation, la mobilité croissante des étudiants et l'universalisation de plus en plus des diplômes de formation, voudraient que tous les systèmes éducatifs des régions se valent. Si la concurrence éducative se définit comme une rivalité positive entre les élèves, les étudiants, les classes, les niveaux de formation, les établissements d'enseignement,

etc... en vue de meilleurs résultats d'apprentissage, de notes d'évaluation, de rangs, de classement, de prestige, bref d'assurance efficacité interne, externe, elle coopère et se complète par l'excellence éducative qui vise l'atteinte d'un haut niveau de maîtrise des connaissances, des savoirs, des compétences, des valeurs et du développement personnel des apprenants en course vers les carrières nationales ou internationales. L'excellence éducative se comprend ainsi, non pas seulement par la satisfaction des besoins du marché interne, mais ceux du marché global. Voilà que dans plusieurs systèmes éducatifs africains comme celui du Togo, la culture de concurrence et d'excellence scolaire puis universitaire d'une part entre élèves et d'autre part entre étudiants régresse substantiellement en raison de certains facteurs structurels. La compétition scolaire et universitaire qui véhicule un mécanisme social et éducatif incitant les apprenants à performer dans les unités d'enseignement scolaire puis universitaire, n'est plus en vigueur dans le pays. Après avoir tout essayé pour résoudre les crises que traverse le Togo, certains prônent le retour d'une société éducative à hiérarchiser en fonction réellement du mérite intellectuel de ses usagers pour garantir l'avènement de la qualité de l'éducation, puis par celle-ci l'économie du développement national. Sachant qu'au niveau non seulement du système éducatif togolais, mais de ceux des différents pays francophones, le défi de la qualité des formations par la recherche de l'excellence dans l'instruction publique se pose actuellement (L. B. Ngouo, 1995). Les statistiques du Groupe de la Banque Mondiale (2025), établissent que l'Afrique subsaharienne a réalisé une poussée quantitative rapide en matière d'élargissement de l'accès à l'éducation, toutefois elle reste à la traîne comparativement aux autres régions du monde. Et là n'est pas la problématique éducative. Celle-ci s'installe au niveau des apprentissages scolaires et universitaires réels, en effet les plus faibles de la Planète. D'après les estimations, 80%

des enfants âgés de 10 ans dans la région souffrent de la pauvreté des apprentissages, c'est-à-dire d'une incapacité à lire et à comprendre un texte simple (Groupe de la Banque Mondiale, 2025, p. 2).

Au Togo, malgré les réformes éducatives engagées depuis plusieurs années et les efforts consentis par les pouvoirs publics, de nombreux établissements scolaires et universitaires continuent de faire face à des difficultés structurelles et pédagogiques souvent critiques lorsqu'il s'agit des acquis d'apprentissage. Les performances éducatives des apprenants ne correspondent pas toujours aux standards internationaux ni aux attentes du marché du travail. La situation soulève de profondes interrogations relatives aux pratiques éducatives, aux méthodes d'enseignement, aux conditions d'apprentissage, à l'encadrement des apprenants et aux comportements des différents acteurs du système éducatif. Des études existantes et bien abondantes se focalisent sur l'accès à l'éducation avec ses forts taux de scolarisation primaire, secondaire, voire supérieur et sur l'exhibition des infrastructures scolaires et universitaires comme preuves du succès du système éducatif local. A l'inverse l'observation empirique des faits éducatifs et les analyses sérieuses démontrent une baisse continue de l'effectivité des apprentissages dans le système éducatif national. En effet, le système éducatif togolais bien qu'en expansion quantitative peine à instaurer une culture de concurrence et d'excellence éducative saine, rationnelle au sein des établissements scolaires puis universitaires. Au bénéfice de la maîtrise nationale de la course à l'armement scientifique, technique et technologique discrètement déclarée entre les pays du monde. Cependant les performances et rendements académiques stagnent ; les décrochages scolaires et universitaires s'accroissent avec un taux général de 37% dans le secondaire en Afrique subsaharienne (UNESCO, 2022) où se situe le Togo. Dans la même zone commune, l'inadéquation entre formation-emploi se

manifeste seulement par 28% des diplômés africains jugés « employables » (BAD, 2021). Alors que la concurrence et l'excellence académique entre les élève et les étudiants sont souvent considérées comme motrices des meilleurs résultats éducatifs associés au rayonnement scolaire puis universitaire dans certaines régions du monde, elles demeurent institutionnellement écartées au Togo avec des conséquences observables sur la baisse continue du niveau d'apprentissage des élèves et étudiants. La compétition intra-établissement d'enseignement à savoir entre les écoles, les collèges, les lycées et les universités du pays n'existant pas malgré son potentiel transformateur, elle semble séparée de notre préoccupation actuelle en faisant uniquement focus sur les pratiques socio-éducatives hostiles à la concurrence et à l'excellence éducative. Pour résoudre l'équation scientifique ainsi posée, la recherche mobilise, dans un premier temps, un cadre méthodologique définissant les méthodes et instruments de collecte et de traitement des données. Dans un second temps, l'analyse des données de terrain met en lumière les causes de la faiblesse de la concurrence et de l'excellence, tant scolaire qu'universitaire. Enfin, une discussion confronte les résultats de la présente étude à ceux des travaux antérieurs.

1 - Méthodologie de recherche

Pour se lancer dans une aventure scientifique comme celle-ci, il vaut mieux rendre précis dès le départ les outils de recherche propres à cerner la place de la concurrence et de l'excellence scolaire puis universitaire dans le rayonnement des institutions éducatives et la reproduction des ressources humaines compétentes. À part l'approche documentaire, les méthodes quantitative et qualitative s'unissent pour rassembler des données pertinentes existantes sur les causes de la faiblesse de la culture de l'excellence académique au Togo en vue de leur

analyse et interprétation en relation avec les interrogations du travail. La recherche est menée dans les établissements scolaires et universitaires du Grand-Lomé. Les élèves, les étudiants, les enseignants des écoles, collèges, lycées publics et privés, les proviseurs, les professeurs d'université de Lomé, les administrateurs de l'éducation, les parents d'élèves et d'étudiants composent le groupe-cible de la recherche. Alors sur la base d'un échantillonnage probabiliste, notamment aléatoire simple, l'enquête quantitative s'est faite auprès 346 élèves, étudiants, enseignants, administrateurs et parents comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Taille de l'échantillon quantitatif

Profil des enquêtés	Effectif	Pourcentage
Élève/Étudiant	157	45%
Parent	50	14%
Enseignant	125	36%
Administrateur	14	5%
Total	346	100%

Source : Travaux de terrain, 2025.

Dans le but de pouvoir récolter une diversité d'opinions pour une meilleure triangulation de données, trente-six (36) entretiens ont été réalisés dont vingt-cinq (25) individuels, puis onze (11) de groupe avec les différents acteurs concernés. Le tableau ci-après montre clairement les entretiens effectués.

Tableau 2 : Entretiens individuels et de groupe réalisés

Acteurs concernés	Entretiens individuels	Discussion de groupe
Élèves du collège public	2	1
Élèves du collège privé	2	1
Élèves du lycée public	2	1
Élèves du lycée privé	2	1
Enseignants du collège	2	1
Enseignants du lycée	2	1
Étudiants	3	2
Parents	3	2
Administrateurs	4	1
Enseignants d'université	3	0
Total	25	11

Source : Travaux de terrain, 2025.

Des grilles d'observation, des occasions de visites de classes, d'observation directe et participative de certaines séances de cours ont été utilisées pour se rendre compte des réalités de pratiques éducatives, pédagogiques et administratives venant des apprenants que des partenaires du système éducatif. En vue de traiter l'ensemble des données quantitatives, l'étude a fait recours au logiciel SPSS pour le traitement et la tabulation. Le logiciel Excel a permis la conception de graphiques et tableaux. Les données qualitatives collectées, transcrites, apurées, recoupées ont subi une analyse par intérêt thématique avec valorisation des verbatims issus des participants aux divers panels de l'enquête de terrain.

2 – Résultats : Carence de la culture de concurrence et d'excellence éducative en dépit de son potentiel transformateur

L'excellence académique, non seulement rend ceux qui la possèdent attractifs dans la société, mais elle dépend d'une valeur, la concurrence entre les élèves et les étudiants dans les établissements scolaires puis universitaires. Plusieurs positions scientifiques l'attestent à l'issue d'une fouille documentaire avancée.

2.1 – Pratiques nuisibles à la concurrence et à l'excellence éducative : étalons scientifiques de référence

A la recherche de la définition du concept de l'excellence dans le domaine de l'éducation, G. Éthier avance qu'elle existe lorsque l'institution « est capable d'amener chaque étudiant à atteindre les objectifs d'apprentissage du programme d'éducation à un niveau approprié et réaliste de réussite, mais aussi aux limites de ses capacités personnelles » (G. Éthier, 1989, p. 20). Cependant le moteur de la réalisation des performances éducatives revient aux processus de confrontation intellectuelle constructives entre les élèves, les étudiants, les classes, les niveaux, les établissements d'enseignement en vue de meilleurs résultats, notes, classements et prestige social. Dans une contribution conceptuelle, la collaboration de M. Azizoun illustre que l'intérêt à l'excellence éducative répond au changement que connaissent les politiques éducatives qui glissent d'une logique macro-scolaire visant en premier lieu la démocratisation de l'éducation par la généralisation de l'accès à l'école, en l'occurrence l'enseignement secondaire et supérieur, à une logique de formation d'un capital humain hautement qualifié, susceptible de relever de nouveaux défis, d'affronter les contraintes des environnements local et international, et de bénéficier des opportunités qu'ils offrent (M. Azizoun et al,

2024, p. 330). Parce que le XX^e siècle tel qu'illustré par le sociologue marocain Mohamed Cherkaoui « sera celui d'une société et d'une économie fondées sur le savoir et portées par une nouvelle classe douée d'un style de vie et d'un ethos inédits » (M. Cherkaoui, 2010 p. 10). Les gouvernements de certains pays d'Afrique comprennent bien l'importance des récompenses individuelles à accorder aux meilleurs élèves et étudiants. L'étude de cas du Royaume du Maroc illustre la réalité de la culture de la concurrence et de l'excellence éducative. Au Maroc, nombreuses sources affirment que si les étudiants marocains obtiennent de prestigieuses bourses d'études, c'est grâce à l'excellence scolaire et universitaire instaurée dans le système éducatif national. Le pays accepte dans ses institutions éducatives, les meilleurs étudiants étrangers pour la simple raison de la conformité du geste avec la culture de l'excellence éducative fortement enracinée dans le système éducatif du pays. Les analyses des auteurs mentionnent que cette culture paraît acquise au prix de la participation des élèves et étudiants marocains à des compétitions académiques aussi bien nationales qu'internationales. D'après M. Azizoun (2020) et ses collègues, depuis plusieurs décennies, la présence des étudiants marocains devient régulière dans la concurrence éducative locale, régionale et globale. En effet, ces dernières années, les étudiants marocains ont une fois de plus prouvé leur excellence sur la scène internationale en maîtrisant le concours d'entrée à la prestigieuse école d'ingénieurs française "Polytechnique", devançant les étudiants d'autres nationalités. Fondée pendant la Révolution française en 1794, l'objectif principal de l'Ecole Polytechnique consiste à former des ingénieurs et scientifiques pour la nation. Tout au long de son histoire, cette école a joué un rôle clé dans l'évolution des domaines de la science, de l'ingénierie et de la technologie à l'échelle mondiale. L'institution attire les meilleurs étudiants des quatre coins du monde qui recherchent l'excellence académique, et elle propose

un large éventail de formation, notamment en mathématiques, physique et informatique. Alors, parmi les 60 étudiants étrangers ayant réussi au concours d'entrée, 41 Marocains ont obtenu une place dans cette école d'élite réputée pour la qualité de son enseignement et son excellence académique. Les résultats marocains soulignent non seulement les capacités exceptionnelles des étudiants du Maroc, mais aussi leur aptitude à exceller à l'échelle internationale. Outre les étudiants marocains, 10 étudiants tunisiens ont également réussi l'examen d'entrée à l'Ecole Polytechnique. Les 9 autres étudiants viennent d'Algérie, d'Autriche, du Canada, du Chili, de Chine, du Congo, du Liban, de Roumanie et de la République tchèque. En 2022, selon Morocco World News, 24 diplômés de l'institut scientifique du Maroc ont été admis dans des écoles d'ingénieurs françaises, consolidant ainsi la réputation du système d'enseignement marocain. L'exemple des jeunes Marocains admis à l'École Polytechnique de Paris a sa source dans la concurrence et l'excellence éducative faites de pratiques formelles positives en lien avec l'objectif central d'amélioration régulière des performances individuelles et collectives dans les établissements d'enseignement

(<https://www.atalayar.com/fr/articulo/societe/lexcellence-academique-marocaine-triomphe-france/20230803154702189152.html>). D'autres sources d'auteurs complètent la concurrence et les olympiades inter-établissements très agissantes dans la production de l'excellence académique conforme au désir de la société de disposer d'un système éducatif performant. Les systèmes éducatifs de référence priorisent ainsi la culture de la compétition et de l'excellence scolaire puis universitaire. A l'instar du Maroc, pourquoi le système éducatif togolais se perd dans les réformes de massification et de l'égalitarisme éducatif des élèves et des étudiants. Par refus institutionnel d'instaurer l'excellence éducative, par la concurrence scolaire puis universitaire le pays

remet en cause son potentiel transformateur dans la formation rationnelle du capital humain effectivement compétent pour l'œuvre du développement.

2.2- Faiblesse de l'excellence scolaire et universitaire par déficience de pratiques éducatives de concurrence

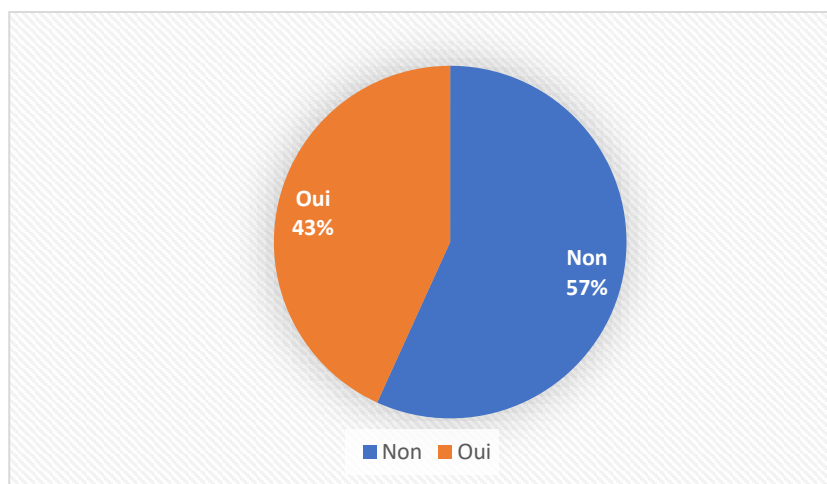
Au Togo, plusieurs facteurs conduisent à freiner l'émergence de la culture de concurrence et de l'excellence en milieu scolaire puis universitaire. A part le manque pur et simple de plan ou programme formel pour la promotion de la performance éducative, figurent l'absence de pratiques pédagogiques promouvant rivalités positives dans les salles de cours et d'évaluation, les pratiques de corruption en généralisation dans le système éducatif, les conditions d'apprentissage défavorables et la faible employabilité des diplômés.

2.2.1 - Défaillance de la formation initiale des enseignants embauchés et recours massif aux enseignants volontaires sans qualifications pédagogiques

Depuis bien longtemps, le système éducatif national s'est appuyé considérablement sur les enseignants volontaires n'ayant pas eu de formation pédagogique encore moins une formation initiale complète avant leur affectation dans les établissements d'enseignement. Non reconnus par l'Etat, ils se rémunèrent symboliquement par dons des communautés locales. Bien que l'Etat togolais mène des concours de recrutement pour résorber le déficit en ressources humaines enseignantes, le manque de formation initiale et continue des vagues successives d'enseignants fonctionnaires recrutés constitue un frein majeur direct à la qualité globale de l'enseignement et à la valorisation de l'excellence éducative par concurrence éducative. L'une des conditions de la qualité de l'enseignement scolaire répandant l'excellence éducative, repose sur un programme systématique

de formation initiale de tout le corps enseignant. A cause du fait que la reproduction des ressources compétentes du pays, se base sur la catégorie socioprofessionnelle enseignante. Les données quantitatives et qualitatives mises à la disposition de l'enquête identifient principalement la carence de la formation initiale des enseignants, surtout en matière de pratiques éducatives favorisant la concurrence et l'excellence éducative entre les élèves.

Graphique 1 : Accès des enseignants de l'enseignement primaire et secondaire à la formation pédagogique initiale



Source : Travaux de terrain, 2025.

Les données du graphique pointent du doigt une proportion démonstrative de 56,8% d'enseignants, tous ordres confondus de niveaux d'enseignement, déclarant n'avoir jamais bénéficié d'une formation initiale avant la prise de service public dans un établissement d'enseignement, encore moins d'un programme pédagogique particulier de formation en concurrence et

excellence éducative entre élèves. Une prise de parole d'un premier responsable d'établissement scolaire a suffisamment éclairé la situation pédagogique générale du corps enseignant :

« Plusieurs enseignants de notre collège n'ont pas été formés dans une école normale avant leur prise de fonction. Ils enseignent avec leurs compétences académiques. Avant de connaître les astuces pertinentes pour promouvoir l'émulation et l'excellence en classe, il faut nécessairement passer par une école normale de formation des enseignants » (propos d'un directeur d'un CEG à Lomé).

Les pratiques éducatives promouvant la compétition et l'excellence scolaire font cruellement défaut dans les prestations enseignantes en classes. La question de l'excellence académique préoccupe faiblement les décideurs éducatifs publics pour développer des plans, programmes et projets pédagogiques de développement des performances des élèves, confient plusieurs participants à l'actuelle enquête. Dans la mesure où le pays n'arrive pas à offrir une formation initiale classique à tous les enseignants avant leur prise de fonction dans les établissements d'enseignement. L'auto-formation pédagogique sur le tas et l'effet d'ancienneté des enseignants du primaire et du secondaire restent discrètement l'arrangement informel que l'État applique sur ses ressources humaines dans les établissements d'enseignement et même dans l'administration et la gestion du système éducatif (S. Aléza, 2021, p. 261). Suspendu de longues années, la reprise du programme de formation initiale de la nouvelle génération de candidats à la carrière enseignante semble être une réponse aux persistantes recommandations des études faites sur le système éducatif local. Toutefois, l'on ne comprend pas pourquoi les acteurs publics recrutent encore des enseignants du primaire et secondaire sur la base seulement du diplôme académique. Alors que plusieurs élèves-professeurs

diplômés de l'École Normale Supérieure (ENS) d'Atakpamé et des Écoles Normales de Formation des Professeurs d'Ecoles (ENFPE) du pays se retrouvent abandonnés en chômage. Auparavant, les diplômés de l'ENS et des ENFPE gagnaient automatiquement les postes de fonctionnaires-stagiaires dans les établissements d'enseignement publics. Une autre barrière se dresse aujourd'hui sur le parcours des diplômés des écoles pédagogiques suivant l'obligation de passer un concours national de recrutement dans la fonction publique de l'éducation nationale, nonobstant les besoins immenses en ressources humaines qualifiées pour le secteur éducatif. Si l'État manque de moyens financiers pour recruter tous les élèves-professeurs diplômés des écoles pédagogiques, compte tenu de leur profile disponible sur le marché du travail éducateur, il vaut mieux organiser des concours d'entrée dans la carrière enseignante uniquement pour les diplômés des écoles de formation initiale du corps enseignant. Dans l'objectif de maintenir la qualité de l'éducation nationale actuellement en chute libre, et avec elle toutes les pratiques éducatives favorables à la concurrence et à l'excellence éducative. Parce que les élèves-professeurs diplômés disposent de compétences pédagogiques et des stratégies de promotion des rivalités positives dans les salles de cours et d'évaluation. D'après S. Aléza (2021), la demande de formation initiale en pédagogie pour les enseignants du primaire et du secondaire reste primordiale lorsqu'on vise la qualité de l'enseignement, des apprentissages et des acquisitions cognitives dans les écoles, collèges et lycées du pays. Seuls les enseignants formés, donc outillés de pratiques éducatives modernes reçues dans les écoles normales, ont la puissance de produire des résultats palpables dans les établissements primaire et secondaire rassemblant écoliers, collégiens et lycéens. Les pratiques éducatives pertinentes permettront aux apprenants de connaître un développement psychologique, cognitif et socioaffectif digne d'une société en modernisation. Sinon le

recrutement des enseignants par concours publics sur la base unique de diplôme académique, contient un biais dans la constitution d'un corps enseignant à vouloir qualifié, expérimenté pour le poste d'enseignement national. Toute stratégie de formation sur le tas des enseignants retarde le développement de l'éducation et de l'excellence en milieu scolaire. Le manque de formation initiale des enseignants représente une catastrophe pour l'éducation nationale. Une panéliste de l'enquête sur le sujet tient une position élocuente sur le paysage éducatif local : « Plusieurs enseignants ne disposent pas de compétences pédagogiques solides. Le rôle de la plupart se limite de nos jours à la transmission des enseignements. La création d'une atmosphère de concurrence entre les apprenants échappe aux enseignants » (propos d'une administratrice de l'éducation).

2.2.2 - Défaillance de la formation initiale des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur

À l'image des enseignants de l'enseignement primaire et secondaire, la question de la formation initiale des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur devient autant préoccupante. En réalité, les enseignants-chercheurs des universités ne reçoivent aucune formation initiale avant leur prise de fonction à travers facultés, écoles, instituts, etc... même si pour certaines formalités liées à la gestion de leur carrière, ils suivent maintenant un séminaire de quelques jours de formation dans l'objectif de disposer d'une attestation formelle de baptême au feu à la pédagogie de l'enseignement universitaire. Tous sont recrutés dans les universités sur la base de leurs diplômes académiques reçus à travers les premier, deuxième et troisième cycles ou le système LMD, Licence-Master-Doctorat. Lorsqu'il s'agit des questions cruciales relatives aux pratiques éducatives promouvant la compétition et l'excellence universitaire, elles sont inconnues presque de la majorité du corps enseignant de

l'enseignement supérieur. Si les professeurs d'université ont des diplômes académiques requis pour enseigner dans les structures universitaires, la formation initiale, pédagogique et continue en plus les nécessaires voyages d'études et de découvertes à l'étranger manquent atrocement à la catégorie socioprofessionnelle universitaire. L'absence de la formation initiale et continue prive les enseignants-chercheurs des pratiques éducatives innovantes favorisant consciemment la concurrence et l'excellence universitaire entre les étudiants. Les effets de la carence de formation initiale à l'endroit des professeurs d'université transparaissent dans les propos d'un responsable du Centre de pédagogie universitaire (CEPU) récemment créé : « plusieurs enseignants d'université ne savent pas formuler les objectifs de leurs unités d'enseignement. Ils manquent également de stratégies pour gérer les étudiants dans les amphithéâtres afin de les amener à s'intéresser et participer aux cours dispensés ». Alors, intervient un enseignant-chercheur à juste titre :

Beaucoup des enseignants du supérieur n'ont pas la vocation d'enseigner. Donc pour qu'ils soient efficaces dans la fonction, ils ont besoin d'une formation initiale. Avoir le diplôme de Doctorat ne veut pas dire qu'on est prêt pour enseigner dans les universités parce que gérer un amphi, mettre les étudiants en confiance, motiver les étudiants pour mieux assimiler les cours afin de bien valider les unités d'enseignement ne s'acquièrent que par la formation initiale et pédagogique des enseignants du supérieur (propos d'un enseignant-chercheur).

Si J. Marchand (2000, p. 204) exige que « les compétences lacunaires des enseignants doivent être renforcées, pour donner une assise professionnelle à leur expérience », c'est parce que la

formation initiale demeure une étape nécessaire d'acquisition des techniques de la pédagogie pour permettre de mieux transmettre les connaissances, les savoirs et les valeurs aux étudiants en vue de leur croissance intellectuelle, scientifique et technique. La défaillance de la formation initiale des enseignants du supérieur conduit ce corps à se prendre lui-même en charge par ses propres pratiques éducatives, souvent subjectives. Ce qui impacte négativement les préparations des cours à dispenser, la qualité de la transmission des apprentissages pendant l'enseignement puis la gestion de la compétition et de l'excellence universitaire entre les étudiants. Au cours des entretiens individuels et de groupe, une proportion édifiante d'étudiants de l'Université de Lomé exprime que la plupart des enseignants-chercheurs ne les motivent pas à être excellents dans leur carrière universitaire. Pour certains étudiants : « La préoccupation première de nos enseignants, c'est de vite terminer le programme pour passer à autre chose. Qu'un étudiant valide brillamment ses unités d'enseignement ou pas, ce n'est pas leur problème » (propos d'un étudiant du Département de Chimie, Université de Lomé). Un autre étudiant atteste les propos des prédécesseurs :

Nos enseignants n'ont pas notre temps. Rares sont ceux qui nous motivent et nous encouragent à valider brillamment les matières et exceller dans les études. C'est seulement deux professeurs de notre Département qui nous expliquent souvent les conditions de sélection pour les études ultérieures relatives aux grades de Master et Doctorat. Les autres viennent seulement pour dispenser les cours, puis partir » (propos d'un étudiant du Département de Sociologie).

Par ailleurs, il manque d'activités autour des exercices sous forme de travaux dirigés, des examens blancs préparant les

étudiants aux conditions réelles des examens semestriels ; cela pouvait aider les enseignants à identifier les lacunes des étudiants puis les corriger. Les moments d'évaluation répétée de connaissances acquises par chaque étudiant, peuvent servir de signal d'alerte pour intensifier la préparation aux évaluations finales. A entendre les opinions venant des étudiants, elles lèvent le voile sur le fait que plusieurs enseignants-chercheurs n'organisent pas des examens d'essai à l'endroit des étudiants, occasion pour ces derniers de se préparer aux évaluations dans un contexte réel. Après la période de Covid-19, les travaux dirigés tendent à disparaître carrément dans le dispositif de formation universitaire. Ces travaux dirigés assurent les étudiants de traiter des sujets et des exercices, de participer aux séances de questions-réponses sous la direction de l'enseignant-chercheur, cela pour mieux se préparer aux examens finaux des fins de semestres. Les pratiques éducatives préparatoires aux examens se réduisent d'année en année et les étudiants se retrouvent seuls face à leurs cours magistraux sans exercices d'application.

2.2.3 - Conditions défavorables d'apprentissage bannissant la concurrence et l'excellence académique

A part l'importance de la formation initiale du corps enseignant dans le système éducatif, plusieurs autres facteurs minent le progrès de la qualité de l'éducation. Il s'agit d'effectifs pléthoriques d'élèves et d'étudiants dans les salles de cours et dans les amphithéâtres à cause du déficit en ressources éducatives : capital humain compétent, ressources matérielles, financières, infrastructures, structures, superstructures, nouvelles technologies de l'information et de la communication (NITIC), intelligence artificielle (IA), etc.

Tableau 3 : Opinion des enseignants à propos des obstacles minant la concurrence et l'excellence éducative

Freins	Effectif	Pourcentage
Classes à effectifs pléthoriques	40	32%
Manque de ressources éducatives et accès aux NTIC et à l'IA	29	23,2%
Système d'évaluation hors de la compétition de la stimulation entre les élèves et les étudiants	26	20,8%
Activités et processus d'apprentissage faibles en termes de concurrence et d'excellence éducative	11	8,8%
Autres	19	15,2%
Total	125	100%

Source : Travaux de terrain, 2025.

Le degré de dénuement des établissements scolaires et universitaires entame nettement les motivations, les émulations venant des enseignants vers les élèves et étudiants. Alors le mental des apprenants ne peut se concentrer sur les activités et processus d'apprentissage encore moins l'expression des challenges du milieu scolaire et universitaire, à savoir la concurrence et l'excellence éducative. Pour les enseignants enquêtés, la majorité relative de 32% évoquent les classes à effectifs pléthoriques difficiles à gérer, suivies du manque de ressources éducatives et d'accès aux NTIC et à l'IA avec un pourcentage de 23,2% des enseignants. Le système d'évaluation hors de la compétition, de la stimulation des élèves et étudiants, occupe une proportion de 20,8%, tandis que 11% du taux des enquêtés relève la faiblesse des activités et processus

d'apprentissage, en termes de concurrence et d'excellence éducative. En détail, il s'agit du manque d'infrastructures scolaires et universitaires adéquates, de la carence de livres, manuels scolaires et universitaires, du défaut d'apprentissage des NTIC, de l'IA, etc. En conséquence, cette longue liste de facteurs préjudiciables à la qualité de l'éducation dans le pays, conduit à la crise générale d'apprentissage d'une part et l'affaiblissement de la concurrence et de l'excellence éducative d'autre part. Avec la mesure de la gratuité des frais scolaires dans l'enseignement primaire et secondaire public, les effectifs des apprenants ont augmenté à tous les niveaux éducatifs donnant lieu aux classes et amphithéâtre pléthoriques impossibles à administrer. Malgré cela, la quantification des effectifs éducatifs dans le pays donne l'illusion de la démocratisation à tous les niveaux de l'accès à l'éducation. Les effectifs pléthoriques dans les salles de cours non seulement bloquent les initiatives à la performance des apprenants, mais n'encouragent pas les enseignants à tester périodiquement les compétences acquises par les élèves et étudiants. En principe suivant plusieurs enseignants, les élèves doivent être soumis à un test à la fin de chaque chapitre d'enseignement afin d'évaluer le niveau d'acquisition de chaque apprenant. Malheureusement les classes souvent surchargées découragent les enseignants à organiser des tests de vérification d'acquis des apprenants. L'élément transparaît dans la déclaration d'un enseignant de mathématiques : « Au-delà des exercices d'application, l'enseignant doit soumettre les élèves à une interrogation à la fin de chaque chapitre, mais cela n'est pas le cas. Parce que corriger les copies de tous les élèves à chaque contrôle de connaissances épuise l'enseignant » (propos d'un enseignant). À l'unanimité des panélistes participant à l'enquête sur le sujet, ils avouent que l'absence de tests réguliers des élèves ne les motivent pas à progresser, encore moins à vivre le concret de la concurrence, de la rivalité positive, du surpassement de soi dans les activités et

processus d'apprentissage impliquant les élèves et étudiants. Personne ne recherche dans ce contexte une compétition éducative débouchant sur les meilleures positions en termes de résultats de formation. Cependant certains rares devoirs et compositions trimestrielles ou semestrielles servent généralement de canaux de concurrence scolaire entre apprenants.

En raison des conditions d'apprentissage défavorables, les élèves natifs de milieux populaires ou modestes réussissent moins bien que ceux issus de milieux sociaux aisés. Les enfants des catégories socioprofessionnelles supérieures ont souvent le bénéfice des activités éducatives et des ressources compensatoires, du genre cours particuliers, encadrement familial rigoureux, etc. C'est là que l'analyste découvre que parfois la concurrence et l'excellence scolaire puis universitaire devient un capital culturel qui s'achète en dehors du système officiel de l'école, du collège, du lycée et de l'université. Le refus de l'Etat d'édifier un vrai système de concurrence et d'excellence éducative par les moyens publics dès le commencement de l'accès des pupilles de la nation à l'éducation pour la détection précoce des excellences, se retourne contre les classes populaires, ouvrières, paysannes et pauvres. Une vraie ségrégation académique et sociale imprègne discrètement les parcours des élèves et étudiants du Togo. Dans la mesure où la dégradation générale du climat d'apprentissage ne frappe pas de la même douleur les élèves et étudiants de toutes les classes socioéconomiques du pays. La politique de l'éducation nationale met en évidence un décalage entre l'absence de compétition claire dans le système éducatif national et la violence de la concurrence cachée qui tombe sur la tête des enfants des pauvres de la République. Les acteurs publics à force de freiner la concurrence et l'excellence éducative authentique instaure une compétition scolaire et universitaire injuste entre les enfants d'une même nation. La concurrence et l'excellence éducative

semblent récompenser davantage encore les privilèges sociaux que le mérite intellectuel pur et dur entre les élèves puis entre les étudiants. Même si plusieurs travaux scientifiques, notamment ceux de H. Matari (2018) et B. K. O. Kouakou (2012) s'inscrivent dans une déconstruction de la thèse du déterminisme social pour envisager un double ancrage théorique du fait des réussites paradoxales des enfants de familles historiquement défavorisés observées dans les établissements scolaires puis universitaires.

Aujourd'hui, ce n'est plus un mystère pour personne que les établissements privés d'enseignement prennent de l'ascendance sur les établissements publics d'enseignement. Le nombre en croissance régulière d'institutions éducatives privées et la forte demande sociale d'inscription dans celles-ci justifient cette ascendance. Bien que les frais de scolarité soient augmentés dans les établissements privés, les classes moyennes développent une résilience pour supporter les coûts de la privatisation hâtive de l'éducation au Togo au détriment des enfants des ouvriers, paysans, bref des classes populaires. L'intérêt de nombreux ménages pour les établissements d'enseignement privés s'expliquent généralement par la recherche d'un meilleur résultat éducatif de leurs enfants. Si la concurrence et l'excellence académique ne se promeuvent pas dans les établissements d'enseignement privés, pourquoi les ménages modestes ne disposant pas de revenus conséquents se ruineraient-ils par endettement pour inscrire eux aussi, leurs enfants dans les établissements d'enseignement privés ?

Contrairement aux témoignages obtenus sur les établissements d'enseignement publics, ceux privés développent des pratiques éducatives promouvant la compétition et l'excellence éducative. Les bâtiments scolaires présentables permettent de poursuivre agréablement les activités scolaires en temps plein contrairement aux élèves de plusieurs écoles primaires publiques qui cessent les cours dès que les grandes pluies et

autres intempéries s'annoncent en raison de l'état de leurs bâtiments scolaires vétustes. La mesure de promotion automatique, par exemple à l'école primaire ne s'applique pas manifestement dans les écoles primaires privées, ce qui contraint les enseignants et les élèves à jouer leur rôle pour espérer un meilleur rendement éducatif à la fin de chaque trimestre. Les évaluations mensuelles systématiques dans les établissements d'enseignement privés, offrent la possibilité aux apprenants de s'engager dans une véritable rivalité académique positive avec leurs pairs pour plus de performance et d'excellence éducative. Le fonctionnement du système éducatif privé s'inscrit fortement dans la théorie « effet maître, effet établissement » largement développée en sociologie de l'éducation par M. Duru-Bellat (1972) et A. Van Zanten (2012). Pour ces experts en éducation, « l'effet maître, effet établissement » explique le choix conséquent de l'établissement d'enseignement par les parents et leurs enfants. Les variables sur lesquelles se structure la théorie invoquée reposent sur les éléments suivants : bonne réputation de l'établissement d'enseignement, concurrence et excellence éducative recherchées par les dirigeants des établissements d'enseignement, pression des parents, du collège d'enseignants et de la direction de l'établissement pour les meilleurs résultats, etc. En conséquence et dans la logique du système de performance instauré, les élèves et étudiants s'investissent davantage dans leur rôle d'apprenants, en face du corps professoral exigeant lorsqu'il s'agit des activités et processus d'apprentissage.

2.2.4 - Dévastation de la concurrence et de excellence éducative par les pratiques de corruption

La corruption est définie comme « un abus d'une position publique en vue d'un intérêt privé » (Petit guide du PNUD sur la corruption et le développement, 2008). D'après le même organisme international, la corruption dans le secteur de

l'éducation prend de nombreuses formes à travers tous les pays du monde. Dans la ceinture de l'instruction publique, la corruption doit se mesurer par ses faits et enchaînements lorsque « l'usage systématique d'une charge publique pour un avantage privé [a] un impact important sur l'accès, la qualité ou l'équité de l'éducation » (J. Hallak et al, 2007). Les exemples dramatiques de pratiques de corruption dans le domaine de la gouvernance de l'éducation, répertoriés par la collaboration de J. Hallak (2007) au moyen du tableau 4 hypothèquent dangereusement le futur de l'enfance, de l'adolescence et de la jeunesse de nombreux pays comme le Togo.

Tableau 4 : Pratiques de la corruption dans le secteur de l'éducation

Domaines	Pratiques de corruption
Finance	- Transgression des règles et procédures ; - Inflation des coûts et activités dans les prévisions budgétaires ; - Prévarication
Allocations spécifiques (bourses, subventions)	- Favoritisme, népotisme ; - Pots-de-vin ; - Non-respect des critères ; - Discrimination (politique, sociale, ethnique)

Construction, entretien et réparation des bâtiments scolaires	- Fraude dans la passation de marchés publics ; - Collusion entre fournisseurs ; - Prévarication ; - Manipulation des données ; - Non-respect de la carte scolaire ; - Fournitures fantômes
Distribution d'équipements et de matériel (y compris le transport, l'hébergement, les manuels scolaires, les cantines et les repas scolaires)	- Fraude dans la passation de marchés publics ; - Collusion entre fournisseurs ; - Vol de fournitures scolaires ; - Achat d'équipement inutile ; - Non-respect des critères d'affectation ; - Manipulation des données ; - Fournitures fantômes
Rédaction et choix de manuels	- Fraude dans la sélection des auteurs (favoritisme, pots-de-vin, cadeaux) ; - Non-respect des droits d'auteur ; - Élèves obligés d'acheter des supports pédagogiques dont les droits d'auteurs reviennent aux enseignants
Nomination, gestion, salaires et formation des enseignants	- Fraude dans la nomination et l'affectation des enseignants (favoritisme, pots-de-vin, cadeaux) ; - Discrimination (politique, sociale, ethnique) ; - Falsification des qualifications et usage de faux diplômes ; - Non-respect des critères ;

	- Retard dans le paiement des salaires, assorti parfois de déductions non autorisées
Comportement des enseignants (fautes professionnelles)	- Enseignants fantômes ; - Absentéisme Frais illicites (pour l'accès à l'école, les examens, les évaluations, les cours particuliers, etc.) ; - Favoritisme/népotisme/acceptation de cadeaux ; - Discrimination (politique, sociale, ethnique) ; - Cours de soutien privés (y compris l'utilisation de l'école à des fins privées) ; - Harcèlement ou exploitation sexuels ; - Pots-de-vin ou faveurs pendant les visites des inspecteurs
Systèmes d'information	- Manipulation de données pour falsification ; - Sélection/suppression d'informations ; - Irrégularité dans la production et la publication d'informations ; - Paiement d'informations qui devraient être gratuites

Examens et diplômes, accès à l'université	- Vente d'informations sur les examens ; - Fraude aux examens (échange de personnes, tricherie, favoritisme, cadeaux) ; - Pots-de-vin (pour des bonnes notes, l'admission à un programme spécialisé, des diplômes, l'entrée à l'université) ; - Usine à diplômes et faux certificats ; - Recherche frauduleuse, plagiat
Accréditation des institutions	- Fraude durant le processus d'accréditation (favoritisme, pots-de-vin, cadeaux)

Source : J. Hallak et al, (2007).

Tout l'écosystème d'une potentielle expansion d'un système éducatif, à savoir structures, infrastructures et superstructures se trouve gangrené par les actes de corruption. Le fonctionnement efficace et efficient des institutions éducatives surtout publiques est mis sous haute tension. La multiplication des faits de corruption dans le système éducatif togolais bloque le développement d'un plan conscient de concurrence et de l'excellence scolaire puis universitaire, plan obligatoire au programme de reproduction progressive des ressources humaines réellement compétentes pour le pays.

Les responsables togolais de la Haute Autorité de Prévention et de la Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA) rapportent que « 25% des crédits du marché public sont absorbés par le fléau de la corruption » impactant cruellement le secteur de l'éducation. Un relevé de renseignements percutant juge de la crédibilité d'un pays sur l'échiquier international : les rapports mondiaux d'experts sur chaque Etat dans tous les domaines d'activités, coupent court les

tendances aux spéculations démagogiques des dirigeants publics défendant leur régime politique. Celui de Transparency International représente une mine d'informations expliquant pourquoi les investisseurs, les humanistes, les acteurs d'organismes sans but lucratif aidant les gens dans le besoin, protégeant la nature, soutenant l'éducation, la science, la culture, etc... et même les touristes ne se bousculent pas pour frapper à la porte de certains pays. Et seuls les organismes internationaux privés prêteurs d'argent, c'est-à-dire les créanciers, les bailleurs de fonds aux noms déguisés en anges, courent en direction de ces pays corrompus. La position du Togo sur l'échiquier du classement de Transparency International en 2026 choque tout lecteur des rapports internationaux. Elle se situe à la 120^{ème} place mondiale sur 182 pays. Quelques années plus tôt en 2020, c'était pire. La même source signala que le Togo occupât le 130^{ème} rang mondial en matière de la transparence dans les affaires publiques. Alors que les pays voisins notamment, le Sénégal, le Ghana, le Bénin, le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire occupèrent respectivement des rangs plus encourageants sur le plan mondial : 66^{ème}, 80^{ème}, 80^{ème}, 85^{ème} et 106^{ème} (Transparency International, 2020, p. 3). La corruption en amplification pour toucher le système éducatif, affaiblit l'esprit naturel de concurrence et d'excellence éducative qui sommeille dans l'enfance, l'adolescence et la jeunesse togolaise. Les citoyens du pays sont conscients du phénomène de la corruption à telle enseigne qu'un parent d'élève depuis le quartier périphérique Légbassito à Lomé réagit en ces termes : « Quel est l'intérêt pour un élève ou un étudiant d'être excellent sur son parcours de formation si les bourses d'études et les postes administratifs sont souvent réservés aux enfants de la classe dirigeante du pays ? » (Propos d'un parent d'élève). D'autres sources d'information provenant des enseignants et administrateurs de l'éducation attestent la liste des pratiques de corruption dans le secteur de l'éducation dressée hardiment par J. Hallak et sa collaboratrice en 2007.

Pour les panélistes réunis sur le supplice de pratiques de corruption au Togo, les détournements de fonds publics, les fraudes, la transgression des normes éducatives, les abus de pouvoir, le favoritisme et l'achat de conscience entourant la gouvernance de l'éducation, ramène le pays au stade de la période de colonisation par pays tiers, mais ici par les propres concitoyens.

Les panélistes vont en détail des faits de corruption pour évoquer les concours d'entrée dans les grandes écoles supérieures du pays accompagnés d'octroi de bourses d'études, découragent les étudiants des classes sociales populaires à se transcender dans l'effort à fournir pour un luisant succès éducatif. Parfois les conditions d'appel à candidature pour les bourses d'études ne sont même pas diffusées publiquement, juste pour limiter les candidatures des brillants élèves et étudiants issus des catégories socioprofessionnelles ouvrières, paysannes, populaires, bref défavorisées. C'est alors que l'immense majorité des enseignants relève que les concours d'entrée aux lycées scientifiques du pays sont souvent entachés d'irrégularités massives. A propos d'octroi de bourses d'études, il manque de transparence, explique un panéliste sur le sujet : « L'octroi des bourses d'études ne se fonde plus sur le mérite dans le pays. Tu peux être très brillant, mais si tu n'as pas un membre de ta famille ou une relation dans l'institution publique qui gère les bourses, tu ne passeras pas » (Propos d'un administrateur de l'éducation). Un autre panéliste de profession enseignante atteste le renseignement précédent : « Ne pense même pas à gagner une bourse d'études si tu ne disposes pas de relations sociales puissantes. Dans ce pays, sans être proche du pouvoir, tu n'auras rien comme bourse d'études, succès aux études, emploi, promotion dans la carrière quel que soit ton intelligence » (propos d'un enseignant). Le témoignage encore d'un instituteur de l'enseignement primaire établit le niveau élevé de corruption dans le système éducatif local :

En année scolaire 2021-2022, mon neveu a eu son BEPC avec 18 de moyenne. Lors du dépôt de candidature pour le concours d'entrée au lycée scientifique de Lomé, plusieurs personnes disaient que le petit est déjà admis d'emblée au concours parce que ses résultats scolaires sont plus que meilleurs. Je te jure que mon neveu a échoué à ce concours. Cela a étonné beaucoup de personnes y compris ses propres amis et enseignants (propos d'un enseignant).

L'analyse des données bien sourcées et documentées montre que la majorité des membres de la classe dirigeante emploie trop souvent « l'arme de la corruption dans tous les sens de l'usage », en un domaine clé détenant la vie et survie d'une nation. Il s'agit du secteur de l'éducation à garder et sauvegarder loin des mains sales, des mains corrompues. En effet, le dernier conseil technique à donner à un prince dans la composition de son gouvernement et de ses équipes, consiste à le persuader scientifiquement qu'il peut nommer ses amis et neveux à tous les postes du gouvernement et de la hiérarchie de la fonction publique de l'Etat, excepté le ministre et autres fonctionnaires en charge de l'éducation nationale, de la recherche scientifique, de la formation technique, technologique et professionnelle. Cela en partant de la pyramide haute de la gouvernance de l'Education, jusqu'à la base de la pyramide relative à la gestion même d'une école primaire, en passant par les collèges, les lycées, les universités, les structures locales, municipales, préfectorales, régionales et centrales en lien avec le secteur éducatif. L'effondrement des grands empires et royaumes ont toujours commencé par leur système éducatif entre les mains des élites corrompues. Le prince d'un royaume peut nommer alors tous les incompetents à tous les postes possibles, sauf dans l'Instruction publique ; si celle-ci est vraie dispose par sélection

naturelle avec le temps, de la puissance d'ajustement du capital humain, des structures, des superstructures et des infrastructures pour l'économie du développement. Tout est limité dans l'humain quelconque, à l'exception d'un système éducatif véritablement collectif, national, patriote et scientifiquement organisé. En effet, l'Education est une géante de dimension cosmique à source inépuisable que personne n'a pu exploiter et épuiser les ressources. Elle reste le commencement et la fin de toute civilisation. Rien dans celle-ci n'existe ou n'existe pas sans l'Education. Aujourd'hui, la faiblesse de l'excellence éducative qui se couple nécessairement à la carence de la concurrence scolaire puis universitaire avec pour effet conjugué les contre-performances dans les formations, dérive de la dévastation inconsciente des bases fonctionnelles des activités et processus d'instruction publique, par certains acteurs officiels ayant beaucoup de pouvoir, mais en abusent pour multiplier des actes de corruption démolissant le futur de l'enfance, de l'adolescence et de la jeunesse togolaise. Les conséquences sautent aux yeux de tous, en particulier des panélistes de l'enquête peignant avec courage les problèmes de fond qui détruisent en lambeaux l'éducation nationale. L'équation sociale se complique lorsque la corruption demeure ignorée par le procureur de la République puis reste finalement impunie par le juge pour se dégénérer en effondrement stratégique d'une nation silencieuse face à la douleur, à ses propres fautes d'imprudence, de négligence individuelle et collective dans la conduite des affaires de l'Etat. C'est à cet effet que S. Aléza (2021) recommande qu'un dispositif de lutte anti-corruption s'initie et s'applique immédiatement dans le système éducatif togolais. Pour l'auteur, le renouvellement des normes et leur application draconienne réduirait le degré actuel de corruption dans l'éducation nationale. Les nouveaux outils de coercition, qu'ils soient d'ordre constitutionnel, légal, réglementaire ou d'ordre intérieur, doivent être justes, applicables et toujours motivés par l'intérêt

général de tous au service de la protection de l'Etat et de la nation. Sans une politique anti-corruption, les détournements de fonds publics destinés au programme de développement de l'éducation, démobiliseraient les élèves et étudiants alors sans capital global, pour s'investir véritablement dans le « métier d'apprenant » en vue de s'assurer une mobilité sociale ascendante au moyen de leurs compétences acquises. La corruption en généralisation dans le système éducatif local constitue un obstacle à l'action publique destinée à gommer les inégalités en éducation. Parce qu'« il n'est pas désirable qu'une certaine élite soit réservée ipso facto à certaines catégories d'activités sociales » (R. Gal, 1946, p. 28) au préjudice des autres.

2.2.5 - Système éducatif national en décalage patent avec l'employabilité de ses produits

Le système éducatif en dégénérescence avancée et sans débouchés pour ses diplômés conduit ses propres usagers au doute, à la lassitude et l'indigence. En dépit des déclarations officielles des acteurs publics dans l'intention de masquer la crise socio-économique, politique et éducative du pays, le phénomène massif de la pauvreté, du chômage, du sous-emploi et de l'exode de la jeunesse vers l'extérieur du pays servent de marqueurs rouges vifs décisifs. Comme quoi le système éducatif, source classique de reproduction des ressources humaines qualifiés pour l'œuvre du développement et du renouvellement social, semble s'écrouler définitivement. La volonté manifeste d'un grand nombre de diplômés pour l'aventure à la cause économique vers les pays du Nord, prouve que le système de formation du capital humain fonctionne mal avec ses pièces motrices, à savoir la concurrence et l'excellence scolaire puis universitaire totalement en panne. L'inefficacité externe du système de l'éducation nationale, visible maintenant par la masse, démotive le peuple des élèves, des étudiants puis

des parents d'apprenants à développer les stratégies d'apprentissage. En effet, pour S. Aléza (2021), si la qualité des produits de l'éducation primaire et secondaire passe par les examens nationaux, tests standardisés évaluant les connaissances et compétences acquises par les élèves, celle complexe de la qualité des universités et des centres de formation supérieurs s'analyse autrement. Par compatibilité institutionnelle universitaire logique avec le marché du travail, l'insertion des diplômés dans le système de production des valeurs et actifs. L'évaluation des aptitudes et compétences réelles des étudiants diplômés se vérifie également au moyen de la qualité des services rendus à l'Etat, aux entreprises publiques, privées et aux ménages. La contribution globale des produits universitaires au développement socio-économique de la nation, résume bien l'efficacité du système d'enseignement supérieur. La puissance d'auto-employabilité ou d'insertion sur le marché de l'emploi privé ou public des diplômés universitaires en vue de la production des richesses, caractérise en fin de compte le rayonnement des universités.

Au Togo, les jeunes diplômés du tertiaire obtiennent leur premier emploi en moyenne 35 mois après la fin de leurs études universitaires (OCDE, 2016). Ils font ainsi face au déséquilibre entre l'offre et la demande de travail et n'ont souvent de choix que de subir une extrême précarité de l'emploi dans le secteur informel (N. Yabouri, 2015). Le pays dénombre 3,5 millions de travailleurs du secteur informel sur une population totale d'environ 8 millions d'habitants (A. Atitsogbé et collaborateurs, 2022). Le marché national du travail et la structure de l'éducation nationale se ressemblent dans la mesure où chaque entité comporte une incompatibilité institutionnel logique vis-à-vis de l'autre. En d'autres termes, le terrain restreint d'activités de production économique n'est pas en mesure d'absorber la population active diplômée dont les cerveaux se retrouvent finalement en exode permanent vers l'extérieur, cela directement

en miroir avec la structure de l'éducation nationale qui n'arrive pas au fait à qualifier formellement ses apprenants, toutefois organise leur transhumance à travers degrés d'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Pour ceux qui n'ont pas pu partir en aventure, leur situation critique fatale les conduit au chômage ou à l'occupation de sous-emplois ou encore d'emplois précaires tels que la conduite de taxi-moto, la vente illicite des produits pétroliers, la sécurité du patrimoine des classes nanties, la gérance des petits bistrots, de kiosques de sous-traitance de transaction financière, etc. La saturation prématurée du marché du travail formel, pour un jeune Etat comme le Togo reste incompréhensible dans la mesure où il demeure dominé à plus de deux tiers, environ 75,4 % par le secteur public très rigide, encore peu compétitif, n'employant que 9,7 % de la population active bien que les entreprises privées aient tendance à recruter sur ce marché (PNE, 2012). La même source divulgue une note sur les difficultés d'insertion des jeunes au fur et à mesure qu'ils atteignent paradoxalement des niveaux d'éducation/formation plus élevés. Les diplômés de l'enseignement professionnel et du supérieur se retrouvent étrangement beaucoup plus au chômage que les jeunes sans formation avérée. Parce que l'analyse « des données sur l'emploi montre que le chômage des diplômés est massif et qu'aucune catégorie n'est épargnée désormais du fait que le diplôme scientifique ne constitue plus une assurance contre le chômage » (F. Caillods, et al, 1998, p.199). Par conséquent, le marché du travail local, très réduit démobilise le degré d'engagement des parents d'élèves et d'étudiants pour des études scolaires puis universitaires sérieuses. Au Togo, presque tous les acteurs publics et privés finalement s'investissent peu dans l'éducation nationale dans la mesure où les réussites semblent facilitées institutionnellement, souvent par les promotions automatiques réelles ou déguisées, toutefois sans issue sociale, économique puis de carrières. Attendu que la majorité écrasante de diplômés du système s'arrête à la porte du

marché du travail et de production. Ainsi les parents n’encouragent plus leurs enfants à se lancer dans un programme ambitieux de concurrence et d’excellence académique qui ne rapporte rien au bout d’un quelconque sacrifice. Le tableau 5 affiche le niveau de démobilisation des parents pour le programme de compétition et d’excellence scolaire puis universitaire de leurs enfants.

Tableau 5 : Niveau d’intérêt des parents pour la concurrence et l’excellence des élèves et étudiants

Opinion des parents d’élèves et d’étudiants	Effectif	Pourcentage
Doute sur le programme de concurrence et d’excellence éducative	32	64%
Adhésion au programme de concurrence et d’excellence éducative	12	24%
Refus du programme de concurrence et d’excellence éducative	6	12%
Total	50	100%

Source : Travaux de terrain, 2025.

Le tableau 5 aux 50 enquêtés nous apprend que 32 parents d’apprenants soit un taux de 64% ont un doute sur le programme de concurrence et d’excellence éducative contre 12 parents, soit un pourcentage de 24% qui se déclarent favorables à ce programme scolaire et universitaire. Seulement 6 enquêtés, soit

un taux de 12% complètement déconnectés du programme de compétition et d'excellence éducative pour leurs enfants. Les résultats mettent en lumière que la compétition et l'excellence scolaire puis universitaire n'est pas une priorité culturelle pour la plupart des parents d'élèves et d'étudiants. Ce défaut d'intérêt des parents pour l'excellence académique par la compétition se raccorde au manque d'issue et de débouchés qu'offre l'actuel système éducatif local. Des renseignements qualitatifs obtenus lors de l'organisation des divers panels d'échange sur les différentes thématiques avec les parents d'élèves, d'étudiants, les enseignants et les administrateurs de l'éducation concordent pour confirmer les positions du tableau 5 : « Pourquoi vais-je continuer par gêner mes enfants à se donner à fond dans leurs études pendant que leur grand-frère, titulaire d'une Licence en Anglais depuis 2018, est sans emploi jusqu'à ce jour ? » (Propos d'un parent d'élève résidant dans la préfecture d'Agoè-nyivé). Un deuxième parent de déclarer : « Beaucoup de jeunes diplômés sont au chômage. Parmi ces diplômés sans emploi, je connais plusieurs ayant été brillants dans leur cursus scolaire et universitaire ». Encore un troisième d'appuyer que le désintérêt général pour la concurrence et l'excellence éducative se rattache au phénomènes massif du chômage frappant les titulaires de Master et de Doctorat : « Nombreux sont des conducteurs de taxi-moto nantis de diplômes de l'enseignement supérieur. Des jeunes titulaires des diplômes de Master et Doctorat sont sans emplois décents. Cela n'encourage pas du tout nous les parents d'élèves et d'étudiants à donner une appréciation positive du système éducatif national » (Propos d'un parent d'étudiant). Il apparaît franchement que les difficultés d'insertion professionnelle des diplômés fragilisent l'option des parents pour toute adhésion au programme quelconque de concurrence et d'excellence éducative en faveur des élèves et étudiants. La crise structurelle que traverse le système éducatif

national risque de compromettre le futur commun de toutes les populations du pays.

3 – Discussions : Concurrence et excellence éducative comme facteurs de rayonnement des institutions éducatives

La compétition et l'excellence académique proviennent pas uniquement des pratiques éducatives orthodoxes, mais aussi du rayonnement des institutions éducatives à l'origine. La bonne réputation des établissements d'enseignement publics et privés imprime de soi le caractère concurrentiel dans la production des phénomènes éducatifs très favorables aux performances des élèves puis des étudiants pour influencer finalement sur le développement des ressources humaines compétentes dont a besoin le pays pour sa croissance.

3.1- Concurrence et excellence académique comme facteurs du rayonnement des établissements d'enseignement

En s'appuyant sur l'exemple de la Chine, R. Normand aidé de son collaborateur (2022) dévoilent ensemble que l'engagement des décideurs publics de l'éducation nationale chinoise pour le rayonnement des institutions et établissements d'enseignement, a contribué immensément à l'émergence d'une compétition et d'une excellence éducative ayant bâti un système éducatif de référence mondiale. D'après ces auteurs, aujourd'hui encore les examens et tests nationaux sous haute surveillance des établissements scolaires puis universitaires, apparaissent délibérément sélectifs dans l'éducation nationale, et très importants pour le gouvernement chinois. Le modèle éducatif de ce pays se définit par évaluations, examens et tests permanents des élèves et étudiants. Il existe plusieurs types de tests, comprenant des jeux-questionnaires, le matin ou à midi, des tests par unité d'enseignement par mois, par trimestre, etc. Les examens nationaux rendus intentionnellement élitistes, exercent

une forte influence sur l'enfance, l'adolescence et la jeunesse chinoise qui travaillent très dur et sous pression pour s'adapter en conséquence. Les jeux-questionnaires pleuvent généralement de partout pour évaluer fréquemment les effets d'un enseignement, et peuvent être donnés à tout moment. Les auteurs divulguent aussi qu'à travers les établissements scolaires bien rayonnants, le système éducatif chinois voulant promouvoir « la compétition entre les classes, a mis en place un système de devoirs à la semaine, principalement à l'école primaire et au collège » (R. Normand et al, p.48). De sa part, X. Wu (2013) scrutant l'intérêt des dirigeants chinois pour l'excellence académique, celle-ci se mesure par les compétitions entre apprenants, entre classes, entre établissements scolaires, à partir des résultats aux tests et aux examens, cela dans une comparaison générale fréquente. Au niveau local, les acteurs de l'instruction publique organisent aussi un grand nombre de compétitions et olympiades sur les savoirs scolaires, les performances artistiques, dans les activités sportives, l'innovation technologique, etc. Parce que les activités et processus de ce genre enrichissent la vie extracurriculaire des élèves et renforcent le système d'enseignement public. Les élèves participent à des événements permettant de défendre leur sens de l'honneur et d'affirmer leur appartenance collective à un établissement scolaire. La part la plus déterminante dans la réputation d'un établissement demeure son rayonnement créant de la réussite académique et (X. Wu, 2013). La littérature scientifique alors confirme qu'un système éducatif crédible ne peut jamais sous-estimer la culture du rayonnement, de la concurrence et de l'excellence scolaire puis universitaire. La surprise et le miracle stratégique de la Chine¹ en un rien de temps historique, se comprennent par leur lien scientifiquement prouvé avec le rayonnement éducatif volontairement choisi par l'Etat à travers le fonctionnement de ses structures, infrastructures,

¹ Sortant de la décolonisation ensemble avec les pays africains dans la décennie 1950-1960.

superstructures et résultats des institutions éducatives sachant bien manier la concurrence et l'excellence auprès des élèves et étudiants.

3.2- Concurrence et excellence académique, déterminantes de la production de la qualité du capital humain

Arguant sur la contribution de la concurrence et de l'excellence scolaire puis universitaire dans la formation des ressources humaines raffinées, A. Branche-Seigeot (2013) reconstruit que de nombreux travaux ont déjà démontré l'impact du niveau du capital humain sur la croissance économique d'un pays. Néanmoins ces travaux se sont généralement limités au nombre moyen d'années d'éducation. Or, utiliser cette variable comme proxy des capacités individuelles suppose qu'une année d'éducation équivaut à une augmentation identique du stock de savoirs et de compétences d'un pays à un autre, indépendamment du système éducatif. Ce qui est loin d'être réaliste. D'après lui, de nombreuses enquêtes nationales ou internationales développées demeurent pertinentes pour mesurer, comparer la qualité des apprentissages et performances individuels, non plus seulement la quantité d'éducation acquise par les individus. Alors la collaboration de S. Coulombe (2005), viendra en renfort à A. Branche-Seigeot, en établissant clairement que pour « générer de la croissance, les pays ont davantage intérêt à améliorer le niveau de compétences de base des plus faibles que de générer des diplômés hautement qualifiés ou encore d'investir dans le capital physique ». Dans une autre parution, B. Pont (2002) alertent qu'avec les nouveaux modes d'organisation du travail, qui entraînent des hiérarchies plus plates par exemple, il faut un niveau moyen général homogène dans l'ensemble de l'entreprise et non plus seulement des compétences de haut niveau dans la partie supérieure de la hiérarchie. La loi éducative revient pour demander qu'il s'avère nécessaire de procéder aujourd'hui partout, à un élargissement

des compétences. Et pour tout clore, l'OCDE, dans son étude de l'année 2010, corrobore que :

Aujourd'hui, l'excellence n'est plus une option : elle est devenue une condition de survie et d'influence dans l'économie du savoir. La mondialisation de l'éducation, la mobilité croissante des étudiants et la normalisation des diplômes (LMD, ECTS, crédits transférables) imposent de nouvelles règles du jeu : attirer des talents au-delà de ses frontières, fidéliser les meilleurs étudiants, former pour un marché global, et rivaliser avec des hubs déjà établis à Istanbul, Singapour, Dubaï ou Shanghai (OCDE, 2010, p. 47).

Conclusion

La concurrence et l'excellence scolaire puis universitaire représentent un mécanisme éducatif et social dans lequel les écoliers, élèves, étudiants et même les stagiaires sont incités à performer davantage en raison de la présence d'objectifs-cadres exprimés et hiérarchisés dans les écoles, collèges, lycées et universités au moyen de classement, de mentions, d'olympiades, de prix, d'examens d'entrée, etc. Douloureux de constater que dans plusieurs systèmes éducatifs africains comme celui du Togo, la culture de la concurrence et de l'excellence éducative ne se trouve pas stratégiquement prise au sérieux. Nombre de facteurs composent des pratiques éducatives empêchant le développement de l'agilité de la compétition et de l'excellence scolaire puis universitaire. Les investigations à partir des méthodes quantitative et qualitative triangulées édifient que le capital social de la concurrence et de l'excellence académique se trouvent être attaqué institutionnellement et par des pratiques éducatives à effets contre-productifs. Il s'agit du manque d'un

programme officiel ambitieux pour la promotion de la concurrence scolaire puis universitaire, de l'absence de pratiques pédagogiques promouvant les rivalités positives entre les élèves puis les étudiants, de la corruption en généralisation dans le système éducatif, des conditions d'apprentissage défavorables aux apprenants et l'absence d'opportunités et de débouchés pour les diplômés ou produits du système. Les institutions éducatives se distinguent normalement par la valeur de concurrence et d'excellence éducative exercée d'ailleurs, depuis bien longtemps dans certaines régions du monde. Le Togo se retarde ainsi par son système éducatif national mettant la concurrence et l'excellence éducative en privatisation et en vente aux nantis puis en faisant institutionnellement perdre ces valeurs de compétition plus la performance didactique dans le fonctionnement officiel du système instructif du pays. Se mettre au travers des principes régissant les meilleurs systèmes éducatifs du monde ayant fait leur preuve dans l'émergence rapide de certains pays, cela comporte un grand prix à payer, à savoir l'inconfort de la crise perpétuelle.

Références bibliographiques

AFRICAN DEVELOPMENT BANK, 2022. *Promoting Digital Learning in Rural Africa: Case Studies from Rwanda and Ghana*, Banque Africaine de Développement, Abidjan.

ALÉZA Sohoun, 2021. *Togo: La méthode de gouvernance, d'administration et de gestion des universités publiques face aux impasses*, L'Harmattan, Paris.

ATITSOGBE Kokou Amétoyona, PARI Paboussoum, KAZIMNA Pazambadi, HOLU Yawo Adzéoda, ALFA Akila et ROSSIER Jérôme, 2021. « Effets des variables démographiques et contextuelles sur les intentions entrepreneuriales des étudiants et chômeurs togolais », L'Orientation Scolaire et Professionnelle

[en ligne], URL: <http://journals.openedition.org/osp/14010>, pp. 199-230.

BRANCHE-SEIGEOT Aline, 2013. *Capital humain et compétences de base des adultes : production et valorisation*, Thèse de Doctorat, Université de Bourgogne, Dijon.

CAILLODS Françoise et GÖTTELMANN-DURET Gabriel, 1998. *La formation scientifique au Maroc: Conditions et options de politique*, UNESCO, Paris.

CHERKAoui Mohamed, 2010. *Sociologie de l'éducation*, Que sais-je ?, Paris,

COULOMBE Serge et TREMBLAY Jean-François, 2005. *Public investment in skills: Are Canadian governments doing enough?* C.D. Howe Institute, Ottawa.

DURU-BELLAT Marie, 2001. « Effets maîtres, effets établissements: quelle responsabilité pour l'école ? », *Swiss Journal of Educational Research*, July 2018, 23 (2) : pp. 321-338.

ETHIER Gérard 1989. *La gestion de l'excellence en Éducation*, Presse de L'Université du Québec, Québec.

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, 2025. *Stratégie d'éducation pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre De l'école à l'emploi: la trajectoire pour la jeunesse d'Afrique de l'Ouest et centrale*, Banque Mondiale, Washington DC.

HALLAK Jacques et POISSON Muriel, 2009. *Écoles corrompues, universités corrompues*, UNESCO-IIPE, Paris.

KOUAKOU Oi Kouakou Benoît, 2012. *Métier d'élève, rapport au savoir et réussite paradoxale en Côte-d'Ivoire: Cas des élèves en situation de grande pauvreté matérielle*, Thèse de Doctorat, Université de Bouaké, Bouaké.

LAHIRE bernard, 1998. *La réussite scolaire en milieux populaires ou les conditions sociales d'une schizophrénie heureuse*, Diversité, 1998, 114 pp. 104-109.

MARCHAND Jacques, 2000. *Les écoles communautaires – Mali, Sénégal, Togo*, UNESCO, Paris.

NORMAND Romuald et LIU Min, 2022. « Les conventions des chefs d'établissement scolaire en Chine: l'adaptation des normes nationales et locales, entre tradition et modernité », Enseignement et recherche en administration de l'éducation (ERAdE), 2022, Vol.4, n°1, pp. 41-60.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, 2016. *Enseignement supérieur et marché du travail au Togo: Comment valoriser les compétences ?* Études du Centre de développement, OCDE, Paris.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, 2010. *PISA 2009 Results: What Students Know and Can Do - Student Performance in Reading, Mathematics and Science*, OCDE, Paris.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, 2013. *Rapport sur l'emploi en Afrique – Relever le défi de l'emploi des jeunes*, Bureau International du Travail, Genève.

PONT Beatriz et WERQUIN Patrick, 2002. « L'apprentissage des adultes en Suisse et dans d'autres pays de l'OCDE: Une perspective comparative », Schweizerische Zeitschrift für Bildungswissenschaften, 2002, vol. 24, n°2, pp. 279-307.

REPUBLIQUE TOGOLAISE, 2012. *Politique nationale de l'emploi*, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, Lomé.

UNESCO, 2022. *Rapport mondial sur le financement de l'éducation : Enjeux africains*, Editions UNESCO, Paris.

VAN ZANTEN Agnès, 2012. *L'école de la périphérie – Scolarité et ségrégation en banlieue*, PUF, Paris.

WU Xing, 2013. « The school choice market in China: A case study » Educational Research, June 2013, 55(2), 195-218. <https://doi.org/10.1080/00131881.2013.801245>